

Dépêche n°111112 de l'AEF  
Soazig Le Nevé - Nantes, Jeudi 19 mars 2009

Le lycée du XXI<sup>e</sup> siècle doit initier à la citoyenneté (Jeunesses en régions)  
Envoyée spéciale

« A quoi ressemblera le lycée du XXI<sup>e</sup> siècle ? » Telle est l'une des questions à laquelle tentent de répondre les participants aux journées Jeunesses en régions organisées par l'ARF (association des régions de France) à Nantes (Loire-Atlantique) jeudi 19 et vendredi 20 mars 2009 (L'AEF n°105704). « Comment les jeunes peuvent-ils s'approprier la boîte à outils nécessaire pour se situer et agir dans un monde incertain et complexe ? », interroge Éric Favey, secrétaire national de la Ligue de l'enseignement.

« Seul un engagement durable pour le lycée peut permettre aux lycéens de réussir. Le lycée doit apprendre aux jeunes à devenir des citoyens », affirme Reda Berrada, lycéen. « Il faut donc que le lycée de demain renforce les instances de démocratie lycéenne car elles sont fédératives et forces de proposition. » Le lycéen estime « nécessaire d'accompagner le jeune afin de le rendre autonome par la suite ». Seule inquiétude à ses yeux : « Que l'Éducation nationale tombe dans une logique de management et de concurrence entre les établissements. » Reda Berrada souhaite au contraire que « le lycée donne les clés au lycéen pour s'ouvrir au monde entier ».

Pour sa part, Philippe Watrelot, président du CRAP-Cahiers pédagogiques et professeur de SES, constate « un problème de motivation chez les élèves ». « Dans le lycée de demain, ils doivent devenir les acteurs de leur formation, être en mesure de faire des choix. Les professeurs doivent les aider à créer cette autonomie. » Philippe Watrelot estime que « le lycée doit être un lieu d'initiation à la démocratie au-delà d'un lieu de distribution des connaissances ». Le lycée de demain doit également parvenir à « répondre aux difficultés propres à chaque élève grâce à un accompagnement individualisé ».

## REVOIR LA FORMATION DES ENSEIGNANTS ET DES PROVISEURS

Christian Couturier, responsable national du Snep-FSU, considère que « l'objectif premier du lycée de demain doit être de faire réussir tous les élèves », et notamment de « faire apprendre à ceux qui ne veulent pas apprendre ». Mais le syndicaliste s'inquiète de voir que « face à l'augmentation des connaissances et des compétences transmises, ce qui est proposé par le ministère se résume à une baisse du temps scolaire et du périmètre de l'école ».

D'après Christian Couturier, une « réforme de la formation des enseignants s'impose » car ils sont « réduits depuis la réforme de Robien à une liste de dix compétences ». « Cela ne correspond pas au métier de conception qu'est celui d'enseignant. Nous devons répondre à des problématiques de plus en plus compliquées et la question de la formation initiale comme de la formation continue se posent avec acuité. »

De la même manière, Philippe Vincent, secrétaire national du SNPDEN, estime qu'une « formation mieux adaptée des personnels de direction est indispensable ». « Aujourd'hui, on devient proviseur après un concours national et 70 heures de formation sur deux ans », rappelle-t-il. « Peut-on réellement transformer un enseignant en un personnel de direction en 70 heures ? » Car les missions sont de plus en plus nombreuses : « Nous revendiquons des

compétences nouvelles, notamment en termes d'animation pédagogique », indique Philippe Vincent. Mais les proviseurs doivent aussi « animer la vie lycéenne en faisant vivre les instances de démocratie lycéenne, assurer la direction des ressources humaines, être des chargés de communication et enfin, être des VRP de la pédagogie pour attirer les élèves dans leur établissement, notamment à l'occasion des 'portes ouvertes' ».